

La gauche a rendez-vous avec la République

Sébastien Crépel
Mardi, 8 Décembre, 2015
L'Humanité

Les progressistes revivent un scénario proche du 21 avril 2002. Mais le FN a été largement « dédramatisé » depuis, avec le concours actif du PS et la droite. Une situation qui complique le barrage indispensable à opposer à un parti toujours aussi dangereux, mais la gauche pourrait, malgré son recul, être la mieux à même d'y parvenir.

Avec un Front national gratifié de 27,7 % des voix au plan national, en pole position dans six des treize nouvelles régions métropolitaines, et une présence assurée de ses listes au second tour dans la totalité de ces régions dimanche prochain, les partis de gauche revivent un scénario qui rappelle, dans sa configuration, le 21 avril 2002. Le retrait de leurs listes décidé pour permettre un « barrage républicain » à la victoire possible du FN dans au moins deux régions (Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) et, peut-être, dans une troisième (le cas de la liste PS de Jean-Pierre Masseret en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine était toujours l'enjeu d'un litige non réglé, hier en fin d'après-midi, entre le candidat qui souhaitait se maintenir et la direction nationale du PS qui exigeait son retrait) évoque le vote Chirac pour barrer la route à Jean-Marie Le Pen, au second tour de la présidentielle, après l'élimination du socialiste Lionel Jospin. Car il s'agira comme alors d'utiliser le bulletin du candidat de droite restant en lice.

Pourtant, la situation vécue dimanche dernier n'a plus rien à voir avec celle d'il y a treize ans. Alors que la qualification du président du FN avait créé la surprise, provoquant une énorme mobilisation citoyenne dans l'entre-deux-tours de la présidentielle, qui avait abouti à la cuisante défaite du candidat d'extrême droite, le résultat de dimanche dernier était pour ainsi dire attendu, annoncé de longue date par les sondages. Ce danger n'a pourtant pas créé de sursaut civique particulier, l'abstention touchant près d'un électeur sur deux (49,9 %). Surtout, ce scrutin a été précédé de deux élections où le FN s'est hissé en tête des formations politiques au plan national (24,9 % aux européennes en 2014, puis 25,2 % au premier tour des départementales en mars). C'est dire si le FN a réussi à se « dédramatiser » depuis 2011, sous la houlette de Marine Le Pen.

Les attentats du 13 novembre et la tenue du scrutin sous état d'urgence, mais surtout la récupération dans la foulée par le pouvoir socialiste de propositions directement inspirées du programme du FN, comme la déchéance de nationalité pour les citoyens nés français, ont sans aucun doute contribué à renforcer encore son assise. En cela, la responsabilité de François Hollande et Manuel Valls dans le résultat de dimanche est écrasante. Mais il y a eu bien plus, et bien avant : le bilan des politiques d'austérité de Sarkozy et continuées avec Hollande et

Valls, qui ont aggravé le chômage, ont enraciné l'idée que la droite et la gauche ne valaient guère mieux l'une que l'autre.

Convaincre face au danger □ de l'extrême droite

Pourtant, le danger que représente l'extrême droite n'a pas faibli en treize ans. Au contraire, la menace se fait d'autant plus pressante qu'elle soigne son emballage pour le rendre présentable afin de mieux s'emparer du pouvoir, régional d'abord, national ensuite. C'est dire si l'enjeu est énorme pour les progressistes et les républicains en général, dimanche prochain, les partis de gauche devant redoubler d'efforts pour convaincre chaque électeur. Une tâche ardue, d'autant que « la droite des Républicains et de l'UDI et les dirigeants socialistes se sont dépensés sans compter pour installer le FN et en faire leur principal "concurrent", un repoussoir pour sauvegarder leur hégémonie », a pointé dimanche le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent.

Une chose est sûre : le simple retrait des listes PS ne suffira pas. Surtout qu'il y a peu à attendre des candidats de droite en termes de gestes de rassemblement. Les déclarations d'après le premier tour confirment qu'une partie d'entre eux, et notamment l'état-major des « Républicains » (LR), relancent la course effrénée et mortifère pour récupérer leurs électeurs passés au FN. À l'instar de Virginie Calmels, candidate LR en difficulté en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, qui a décidé de « s'adresser à tous les électeurs du FN » pour les inciter à voter pour sa liste plutôt que pour l'extrême droite, le principal risque étant pour elle de faire « élire le candidat socialiste élu depuis 18 ans ». Le président de LR lui-même, Nicolas Sarkozy, a galvanisé ses troupes : « Nous devons impérativement rester fidèles à nos convictions en refusant la tentation trop facile après ce premier tour de jouer avec les suffrages des Français. »

Le Front national □ a siphonné la droite

C'est pourtant l'un des grands enseignements du scrutin de dimanche : si le FN progresse, au point d'être la seule formation à retrouver son nombre d'électeurs de la présidentielle (six millions), c'est essentiellement en siphonnant un électorat de droite de plus en plus accoutumé à ses thèses, à force de les voir reprendre par une partie de la droite. Dimanche, celle-ci n'a pas bénéficié de la chute vertigineuse des scores de la gauche dans son ensemble (37,5 % des voix dimanche, contre 53,6 % aux dernières régionales de 2010, soit 16 points de moins), pâtissant de la concurrence grandissante du FN, avec un total de voix (listes LR-UDI-Modem, Debout la France et divers droite) de seulement 31,7 %, à peine mieux que son résultat de 2010 (31,5 %), l'année de sa pire défaite, lorsqu'elle n'avait conservé la direction que de la seule Alsace.

Alors qu'elle espérait faire de ce scrutin le début de sa reconquête du pouvoir national, ses listes ne sont arrivées en tête que dans quatre régions sur treize (Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Normandie et Pays de la Loire). Partout ailleurs, elle arrive au mieux en deuxième position, derrière le FN dans cinq régions (la droite a fini troisième en Corse et en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées). Les listes LR-UDI-Modem,

qui partaient unies dans toutes les régions (sauf en Bourgogne-Franche-Comté), reculent de 1,2 à 7,8 points dans dix régions sur douze (hors Corse) par rapport à 2010, quand le FN progresse dans toutes les régions, de 9 à 23 points par rapport à 2010. Seules exceptions, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, où Xavier Bertrand retrouve le score de la droite et du centre d'il y a six ans (25 %), et Auvergne-Rhône-Alpes, où Laurent Wauquiez gagne un demi-point (31,7 %).

La droite derrière la gauche □ dans douze régions

Cela est encore plus frappant quand on compare le total des voix de droite avec ceux de la gauche et de l'extrême droite, puisque la droite arrive derrière la gauche dans douze régions sur treize (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine faisant exception, mais le FN y devance la droite). Le bloc des listes de droite est, toujours en cumul, derrière le bloc des listes de gauche et le FN en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, et même en... Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Paca, où le PS seul est arrivé troisième au premier tour et s'est retiré, car une triangulaire aboutirait à une victoire du FN, selon l'arithmétique des reports de voix (40,6 % pour le FN, 30 % pour le total gauche, et 28,7 % pour le total droite dans le Nord ; 41,2 % pour l'extrême droite, 29,3 % pour la gauche et 28,4 % pour la droite dans le Sud).

Ces reports font en tout cas espérer à la gauche de faire mieux que sauver les meubles, dimanche prochain, puisqu'elle part sur le papier paradoxalement favorite pour l'emporter dans les dix régions où elle maintiendra une liste. « Le total gauche laisse espérer de nombreuses victoires », a lancé dimanche le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Dans six régions, elle conserve de bonnes chances de s'imposer en triangulaire (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, Bretagne, Centre-Val de Loire, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Normandie et Corse). Ce pourrait être nettement plus serré en Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Île-de-France et Pays de la Loire